

Contact

N°2 OCTOBRE | OKTOBER 2019-2020



Chasse écologique ou massacre organisé ?

« Où est passé le temps où la chasse n'avait comme seule raison d'être la passion du gibier et l'amour de la nature ? »

Afschaffing opkomstplicht Vlaamse gemeente - en provincieraadsverkiezingen: logische redenering zoek

« In België gaat zo'n 10% niet stemmen. Deze niet-stemmers worden immers niet afgeschrikt door de lichte straffen die bestaan. »

La nuance, une valeur en exil politique

« Aujourd'hui, un avis n'a de valeur que s'il sait se restreindre à 280 caractères sur Twitter. »



Sommaire / Inhoudsopgave

L'ILLUSION DE LA LIBERTÉ À L'ÈRE DU CAPITALISME.....	3
THUISZORG LOOPT OP TEGEN AANHOUDENDE VERGRIJZING	4
CHASSE ÉCOLOGIQUE OU MASSACRE ORGANISÉ ?.....	5
AFSCHAFFING OPKOMSTPLICHT VLAAMSE GEMEENTE - EN PROVINCIERAADSVERKIEZINGEN: LOGISCHE REDENERING ZOEK	7
LA NUANCE, UNE VALEUR EN EXIL POLITIQUE	8
“HET ASSISENPROCES: NOG VAN DEZE TIJD?”.....	9
LE JOKER : « CACHEZ CES PENSÉES QUE JE NE SAURAI VOIR » OU COMMENT L'HOMÉLIE DE LA BIEN-PENSANCE A ELLE-T-ELLE ENCORE FRAPPÉE ?	11
EN DUTROUX?	12
NUCLÉAIRE : L'ÉNERGIE DU PASSÉ OU DU FUTUR ?	14
COMPOSITION DU BUREAU 2019-2020 / SAMENSTELLING VAN HET BUREAU 2019-2020	16
AVERTISSEMENT / WAARSCHUWING	16
MÉCENAT & SPONSORING / MECENAAT & SPONSORING.....	16

L'illusion de la liberté à l'ère du capitalisme

« Si à 50 ans on n'a pas une Rolex, c'est qu'on a gâché sa vie ». Telles furent les paroles de Nicolas Sarkozy en 2009 lors d'une interview face à un journaliste. Cette phrase choque, même sortie de la bouche d'un homme qui se dit libéral-conservateur. Mais cette dernière ne résumet-elle pas l'état d'esprit de nombreux travailleurs occidentaux ? Dans une société où la richesse matérielle est synonyme de réussite professionnelle voire même sociale, les dérives (souvent néfastes) sont multiples pour l'individu. Il est nécessaire de prendre un instant de recul par rapport au monde dans lequel nous vivons, afin de prendre conscience des choix que nous faisons volontairement au jour le jour. Car toutes ces petites décisions, souvent inconscientes, contribuent à la survie d'une société dont il faut distinguer les failles afin de choisir plus librement. L'Homme occidental se définit lui-même depuis des décennies comme étant un être libre. Ce dernier importe - ou impose, en fonction de la perspective qu'on choisit d'adopter - son modèle démocratique vers d'autres civilisations, persuadé qu'il agit ainsi au nom du bien-être de l'humanité. Mais sommes-nous conscients des aspects plus négatifs qui vont de pair avec notre société actuelle ? Sommes-nous finalement si libres que ça ?

Il est traditionnellement admis que l'Europe Occidentale est une démocratie d'un point de vue politique, au même titre qu'une société capitaliste d'un point de vue économique. Néanmoins, certains indices laissent supposer que cette société capitaliste prend le pas sur la démocratie et ses libertés. La société capitaliste dans laquelle nous évoluons depuis des lustres est basée sur une consommation (excessive) des ressources, doublée d'une recherche permanente du confort. Une des dérives de cette société de consommation est l'idée erronée de bonheur qu'elle engendre. Celle-ci trouve son origine dans un sentiment inlassable de besoins matériels sans cesse grandissants. C'est ce sentiment qui permet à notre économie capitaliste de fonctionner et de grandir toujours plus. Ce besoin matériel est suscité par l'exposition constante de l'humain à une flopée de stimuli en tout lieu, par le biais de réseaux sociaux ou de publicités dans la rue, ce qui suscite un désir insatiable de besoins matériels. Ce désir le pousse à vouloir acheter des biens afin de compenser cet inassouvissement. Cela engendre ainsi une consommation excessive des ressources terrestres. Mais est-ce que ces possessions nous apporteront effectivement ce bonheur qu'intrinsèquement nous recherchons tous ? En effet, le problème avec cette soif de richesse est qu'elle est illimitée. Cette avidité génère une insatisfaction permanente car il y a toujours plus de biens à obtenir, plus confortable comme mode de vie.

De cette idée du bonheur contemporain il résulte que bon nombre de jeunes étudiants se lancent dans leurs études, et par après dans une carrière professionnelle, avec pour objectif l'accroissement de leur richesses monétaires. Car ce besoin matériel, afin d'être satisfait, nécessite des ressources financières non négligeables. Or pour parvenir à accumuler ces ressources financières, à défaut d'en avoir hérité, il faut travailler. Aujourd'hui le succès d'une personne est évalué en fonction du patrimoine monétaire qu'il a accumulé tout au long d'une carrière laborieuse au service d'entreprises ou d'institutions devenues toute puissantes grâce au capitalisme. Ces hommes sont loués pour leur assiduité, leur persévérance, voire leur créativité. Ils sont regardés avec émerveillement, adressés avec déférence et jaloux en secret. Ce qu'on ne réalise pas forcément ce sont les sacrifices qu'ils ont dû accomplir pour arriver au sommet et se targuer d'avoir accompli une « belle » carrière. On n'obtient jamais rien sans rien. Il est inéluctable que parvenir au sommet nécessite d'abattre une quantité de travail important. Cela implique de consacrer moins de temps à ses proches. Si cette idée convient à certaines personnes ambitieuses, cela n'empêche qu'elle soit souvent niée par un grand nombre de ces employés désireux de gravir les échelons afin de se forger une carrière digne de ce nom. La réalité finit parfois par les rattraper lorsqu'ils réalisent avec l'âge que leur lien avec leur conjoint(e) s'est détérioré, que leurs enfants les perçoivent comme des étrangers. D'autres ne ressentiront jamais ce sentiment d'isolement, mais n'auront pas réussi à atteindre la carrière de rêve à laquelle ils aspiraient et en garderont un sentiment d'amertume ou de déception. Cet échec professionnel affaiblira, lentement mais inexorablement, leur estime de soi. D'autres encore se demanderont s'ils n'auraient pas dû suivre un parcours professionnel différent, moins lucratif au niveau financier mais plus enrichissant d'un point de vue personnel.

Il peut paraître évident d'être dépité lorsqu'on ne parvient pas à accomplir ses objectifs professionnels. Mais il s'agit de se demander si ces personnes auraient été tout autant dépités, s'ils avaient opté pour un autre parcours. Partons du postulat que chaque individu dispose naturellement de certains dons, de capacités particulières qui lui donnent un avantage sur ses contemporains dans différents domaines. Il est alors déroutant de se dire que de nombreux individus choisiront leurs études et ensuite leur carrière en fonction de la probabilité que celles-ci leur assurent des entrées financières conséquentes. Il en découle nécessairement que certains individus se retrouveront à faire une carrière qui leur convient moins bien. Ils excelleront moins dans cette dernière que s'ils n'avaient opté pour une carrière en accord avec leurs aptitudes,

car celle-ci leur aurait rapporté moins d'avantages pécuniers. Opter pour une carrière en accord avec ses rêves ou ses capacités naturelles est fort probablement plus sain à long terme pour un individu. Entendons-nous bien, cela ne le prémunira pas contre l'excès de travail et ainsi d'avoir ce même sentiment d'isolement en fin de carrière. Mais tout au long de son parcours professionnel, il aura été épanoui intellectuellement ou personnellement.

Sommes-nous finalement si libres que ça ? Nous sommes forcés d'admettre qu'une majorité de nos décisions seront prises en conformité avec les attentes de notre société de consommation. Par conséquent nous favoriserons le travail ardu susceptible de nous enrichir au niveau financier et ce aux dépens d'un travail peut-être tout autant ardu mais dans lequel nous aurions pu développer nos capacités innées. Si nous étions véritablement si libres que ça, il est fort probable que l'individu occidental suivrait ses rêves au lieu d'un bénéfice économique quelconque. Il en résulterait une plus grande satisfaction...

Matthieu Coget

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Thuiszorg loopt op tegen aanhoudende vergrijzing

Afgelopen zomer werd er bij onze noorderburen alarm geslagen omdat de thuiszorg niet langer kon instaan voor al haar hulpbehoevende ouderen. Bejaarden werden dagenlang aan hun lot overgelaten omdat er geen vervanging kon geregeld worden voor het personeel dat op vakantie was. Zo kreeg een derde van de thuiszorgorganisaties het zomerrooster niet gevuld. Het tekort van de thuiszorg kristalliseerde zich ook uit naar de ziekenhuizen, die volzaten met mensen die eigenlijk toegewezen waren aan de thuiszorg. De situatie was zelfs zo ingrijpend dat er kantoorpersoneel moest worden ingezet om het tekort op te vangen.

Anders dan men misschien zou vermoeden, had deze rampsituatie niet zo zeer te maken met het slecht inplannen van de zomerroosters van de thuiszorg, maar met een al langer bestaand drastisch personeelstekort. Volgens het Nederlands dagblad NRC heeft de thuiszorg in Nederland een personeelstekort, van maar liefst 6.000 mensen. Een cijfer dat naar verwachting in 2022 zal oplopen tot 12.000. De oorzaken van het personeelstekort wijt de krant vooral aan de kleine instroom en de grote uitstroom in de sector. Deze tendens hangt op zijn beurt weer samen met de

toenemende werkdruk bij het personeel van de thuiszorg. Het tekort aan personeel zorgt er namelijk voor dat de verplegers veel patiënten in zeer korte tijd moeten bezoeken, terwijl ze ook nog administratief werk moeten verrichten. Personeel van de thuiszorg houdt zo doende nauwelijks tijd over om de patiënten te soigneren. Dit leidt niet alleen tot vervreemding tussen het personeel van de thuiszorg en de patiënten maar ook tot burn-out klachten bij het personeel. Maar liefst 7% van het personeel van de thuiszorg kampt met burn-out klachten.

Tot slot is er nog een derde oorzaak, namelijk de toenemende vergrijzing. Deze oorzaak is de grondslag van het personeelstekort bij onder andere de thuiszorg. Dit geldt zowel voor België als voor Nederland. Illusterend hiervoor is een artikel in De Morgen op 24 januari 2019, waarin stond dat vergrijzing een grote uitdaging is voor de zorgsector. Hoewel het enerzijds een medische vooruitgang is dat ouderen gemiddeld ouder worden, gaat de oplopende leeftijd anderzijds gepaard met chronische ziektes, die langdurige medische behandelingen nodig maken. Waar vroeger aandoeningen als hartritimestoornis en hoge bloeddruk verantwoordelijk waren voor het vroegtijdig overlijden van veel mensen, zijn dergelijke klachten heden ten dage behandelbaar. Het zijn langdurige problemen geworden, die zich vaak tegelijk voordoen met andere chronische ziektes. Zo kunnen vergeetachtigheid, kortademigheid en een hoge bloeddruk tegelijk voorkomen bij ouderen. Dit zorgt er voor dat de steeds groter wordende groep ouderen, zeker de laatste twee jaar van hun leven, meer medische zorg nodig heeft.

Het fenomeen vergrijzing is echter niet alleen te wijten aan het feit dat mensen ouder worden, maar vooral aan het teruglopend geboortecijfer. Om een bevolking op pijl te houden is er namelijk een nationale vruchtbaarheid nodig van gemiddeld 2,1 kind per vrouw. In 2017 daalde het geboortecijfer in België, voor het 7e jaar op rij naar 1,64 kinderen per vrouw. België wijkt in dit opzicht overigens niet veel af van het Europees gemiddelde, dat 1,59 bedraagt.

Wanneer er nu gekeken wordt naar de voorgestelde maatregelen om het personeel bij de thuiszorg op te schroeven, dan valt op dat men telkens tegen de vergrijzing oploopt. Zo probeert de thuiszorg in België haar personeelstekort aan te vullen met mensen uit hetbuitenland. Hierbij doen zich echter de volgende problemen voor: een slechte kennis van de voertaal en de afwezigheid van een in België erkent autorijbewijs. Een autorijbewijs is noodzakelijk voor mensen die bij de thuiszorg werken omdat ze hun patiënten met de auto bezoeken. Verder is het aandeel van de arbeidsmigranten, die effectief werkzaam worden in de

thuiszorg, zeer klein. Ook het aantrekken van Belgische jongeren vult het personeelstekort bij de thuiszorg niet aan. Dit probeert men in Nederland op te vangen door beroeps- en hoge school instellingen in te schakelen. Dit wil echter niet baten omdat de instroom niet opweegt tegen de uitstroom. Te meer omdat de arbeidsvoorwaarden en de werkdruk beter zijn in tal van andere sectoren. Daarnaast vissen ook andere overheidsinstellingen als defensie en openbaar vervoer in de steeds kleiner wordende vijver van jongeren die op zoek zijn naar werk.

Een ander vanzelfsprekende oplossing voor het toenemende personeelstekort bij de thuiszorg zou natuurlijk financiële overheidssteun zijn. Wanneer het personeel van de thuiszorg beter betaald zou worden, dan zouden zich vanzelf meer mensen melden bij de thuiszorg. Hoewel dit een aan zich redelijk voorstel is voor een baan met een dergelijk stressgehalte, is het opvoeren van de lonen minder vanzelfsprekend dan het op het eerste zicht lijkt. Door het groeiend aantal ouderen met chronische ziektes gaat er namelijk al veel geld naar de zorg. Verder is de thuiszorg niet de enige instelling die aanspraak zou kunnen maken op overheidssteun, op basis van een drastisch personeelstekort. Volgens Werf & Recruitment & arbeidsmarktcommunicatie, kampen de volgende sectoren ook met personeelstekort: busbedrijven, metaalbedrijven, horeca en scholen. Uit een artikel van 13 oktober in de Knack blijkt ook dat de kwaliteit van het Belgische leger hard naar beneden gaat door personeelstekort. Geld strooien naar de ene sector vergroot weer het personeelstekort bij de andere sector.

Naast alle goede initiatieven die er bestaan om de thuiszorg weer aantrekkelijker te maken is het dus belangrijk dat vooral de vergrijzing van onze samenleving tegen wordt gegaan. Er moet meer jeugd komen om voor de groeiende hoeveelheid hulpbehoevende ouderen te zorgen. Sinds een aantal jaar, gaan er steeds meer stemmen op om immigratie te faciliteren om zo het steeds groter wordend gat op de Europese arbeidsmarkt te dichten. Deze mensen nodigen ons uit om de immigratie uit Afrika en Azië niet tegen te houden, maar juist met open armen te verwelkomen. Hoewel deze ingreep het arbeidstekort deels zou kunnen opvangen, zitten er ook veel nadelen aan een dergelijk beleid. Denk maar aan taalachterstand, een slechte opleiding en moeilijke integratie. Vooral dat laatste weegt zwaar in West Europa, waar een algemene onvrede heerst over de integratie van veel niet-westerse migranten. Vanzelfsprekender is daarom een overheid die inzet op de demografische vergroening van haar bevolking. De overheid zou jongeren kunnen motiveren om kinderen te krijgen, door bijvoorbeeld jonge gezinnen te ontzien

van belasting of deze zelfs financieel te steunen. Een dergelijk duurzaam beleid, zou op lange termijn, niet alleen de thuiszorg maar ook tal van andere sectoren ten goede komen.

August Weber

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Bronnen:

- https://www.gezondheid.be/index.cfm?fuseaction=art&art_id=23122
- <https://www.werf-en.nl/5-sectoren-in-gevaar-door-personeelstekort/>
- <https://www.dewereldmorgen.be/artikel/2018/06/22/de-oplossing-tegen-vergrijzinglegale-migratiekanalen/>
- <https://www.knack.be/nieuws/belgie/vakbonden-kwaliteit-van-belgisch-leger-gaatpijlsnel-naar-beneden-door-personeelstekort/article-news-1519911.html>
- <https://statbel.fgov.be/nl/themas/bevolking/geboort-en-en-vruchtbaarheid>

Chasse écologique ou massacre organisé ?

Echange d'opinions

Cette année encore, à l'heure où le bruit de tirs résonne dans nos forêts, la réputation du chasseur en prend pour son grade. Critiquée par certains et défendue par d'autres, la chasse est plus que jamais au cœur de l'actualité. Mais que sont devenues les pratiques de chasse ancestrales, respectueuses de l'animal et reconnues de tous ? Où est passé le temps où la chasse n'avait comme seule raison d'être la passion du gibier et l'amour de la nature ? Est-il encore possible de défendre une chasse purement écologique ? Difficile de se faire une opinion, d'autant plus que les acteurs du monde cynégétique semblent parfois eux-mêmes dépassés par la complexité du débat.

La chasse, une nécessité ?

Les dégâts liés à la surpopulation de sangliers répondent à la question. Les agriculteurs en sont les premières victimes. Pourtant, un an après la découverte du premier cas de peste porcine africaine, les raisons de cette surpopulation n'ont toujours pas été définitivement prouvées. Pour certains, le rôle des chasseurs dans l'introduction de bêtes infectées reste une sérieuse éventualité. Michel M., ancien garde forestier, compare les causes de la surpopulation de sangliers à celles du cerf dans les Ardennes et à l'étonnante multiplication du nombre de faisans juste

avant l'ouverture de la chasse. Et pour Alain D., biologiste de la conservation : « la surpopulation est entretenue par les sociétés de chasse qui font tout pour que le gibier ne meure pas d'autre chose que de leurs fusils ! ».

Mais quel est donc l'intérêt des chasseurs à maintenir une telle densité de population, pourtant considérée comme une véritable catastrophe pour la biodiversité ? Quels sont les moyens utilisés pour y parvenir ? Michel M. est catégorique : « la chasse actuelle n'a plus rien à voir avec la chasse écologique. Tout n'est plus qu'une question d'argent et de relation ». Pour illustrer son propos, Michel M. revient sur l'arrivée massive des faisans dans nos campagnes : « dans l'année il n'y a aucun faisan puis tout d'un coup, il y en a une trentaine. Pourquoi ? Parce qu'ils sont élevés, nourris puis lâchés car les chasseurs ont des invités qui ont payé cher pour venir chasser et qu'il faut leur faire plaisir ! ». Mais le faisan n'est pas originaire de chez nous et n'est physiquement pas adapté à l'humidité de nos régions. Donc pour favoriser leur survie, « les éleveurs ajoutent des antibiotiques dans leur nourriture pour éviter qu'ils ne meurent trop vite ».

Difficile à concevoir. Pourtant, ce genre de témoignages n'est pas anodin et la justification du lâcher de faisans d'élevage rejoint celle de la surpopulation des cerfs dans les plaines ardennaises. Adrien J., locataire d'un territoire de chasse, se dit « dégoûté » du monde de la chasse actuel. « Du jour au lendemain, on voit un tas de cerfs médailles d'or avec des vingt ou vingt-quatre cors, du jamais vu, c'est anormal dans la région ». Et pour expliquer ces étranges apparitions, l'ancien chasseur ajoute : « ce sont des cerfs importés d'Ecosse ou de Pologne, piqués aux hormones et bourrés au tourteau de luzerne. Car quand tu as des gens qui payent une somme astronomique pour chasser la journée, il faut qu'ils tirent. Mais ces gens-là, les trois quarts ne sont pas des chasseurs. Ce sont des tueurs, qui n'ont plus aucun respect du gibier ».

Chasseurs prédateurs

Les défenseurs de la chasse diront qu'elle sert de moyen de substitution aux anciens prédateurs. Or, les contre-arguments ne manquent pas. Pour Alain D., l'argument de substitution est scientifiquement vrai mais est fortement « surexploité » : les chasseurs perçoivent les autres prédateurs naturels comme des « concurrents ». Et pour prouver le contraire, Alain D. et Michel M. s'accordent à dire qu'il faudrait que les chasseurs optent pour la pérennité du loup en Belgique. Or, concernant la mort de la louve Naya, la responsabilité du secteur de la chasse est ici encore remise en question. En effet, même si rien n'est prouvé, une part importante de l'opinion publique s'accorde à dire que la faute des chasseurs reste une possibilité.

Dans ce contexte, Michel M., dénonce plusieurs pratiques auxquelles il a été confronté durant ses trente années de service en tant que garde forestier. Aujourd'hui en Belgique, la chasse aux rapaces est formellement interdite. Pourtant, selon lui, l'empoisonnement d'œufs par l'injection de strychnine ou autres produits mortels est encore employé par les chasseurs pour diminuer la population de rapaces, friands de petits mammifères comme le lièvre ou le faisan. D'ailleurs, le renard est, lui-aussi, un sérieux prédateur pour la petite faune. Et sans surprise pour Michel M., les chasseurs en font aussi une proie de choix.

Un avenir incertain

Toutes ces dérives de la chasse nuisent à l'image des chasseurs qui pratiquent leur passion de manière réfléchie. Aujourd'hui, le monde de la chasse semble clivé entre deux camps. Mais qui faut-il défendre ? Est-il possible d'envisager un consensus entre tous les acteurs concernés, pour une meilleure cohabitation entre l'homme et la nature ?

Pour Alain D., la réponse est simple, il faut d'abord que l'habitat naturel du gibier soit suffisant en termes de ressources, pour que ce dernier ne soit pas obligé d'aller se nourrir dans les cultures. Et pour Pierre H., agriculteur biologique, un véritable équilibre ne peut être atteint qu'à la condition de « réinventer le métier de chasseur ». Selon lui, comme en Allemagne et au Canada, il faudrait que les chasseurs soient des personnes salariées, payées par la collectivité. Et Michel M., du même avis, estime qu'un contrôle accru des pratiques de chasse est indispensable pour empêcher quiconque d'avoir d'autres intérêts que celui de réguler les populations animales. Un équilibre semble donc imaginable, mais affaire à suivre.

Note : tous les prénoms utilisés sont fictifs, afin de préserver l'anonymat des différents intervenants.

Alexia Vandenberg

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Afschaffing opkomstplicht Vlaamse gemeente- en provincieraadsverkiezingen: logische redenering zoek

« Opkomstplicht bij de gemeente- en de provincieraadsverkiezingen wordt afgeschaft » luidden recent de Vlaamse krantenkoppen. Zo besliste immers recent de kersvers gevormde Vlaamse Regering in haar Septemberverklaring. Deze beslissing deed bij mij echter enkele vragen rijzen. Wat is de aanleiding dat dit onderwerp op de onderhandelingstafel lag voor het Vlaams Regeerakkoord? Geeft de Vlaamse Regering een gegronde reden voor haar beslissing?

Opkomstplicht sinds 1893

Sinds 1893 bestaat er in België een opkomstplicht. Ons land is één van de weinige ter wereld waar nog een opkomstplicht geldt. De opkomstplicht houdt in dat in principe iedere stemgerechtigde Belg moet gaan stemmen. Concreet betekent dit dat men zich moet aanmelden op het stembureau, het stemhokje moet betreden en moet stemmen. Hoe men stemt kiest men volledig vrij, namelijk geldig, blanco of ongeldig. Tenslotte deponeer je je stembiljet in de stembus en de klus is geklaard.

Lichte straffen en straffeloosheid voor niet-stemmers

Wanneer je echter zonder wettige reden niet gaat stemmen (“absenteïsme”) hangt je in theorie een straf boven het hoofd.

Wat betreft de straf zelf, is deze afhankelijk van de hoeveelste keer je niet gaat stemmen. De straffen zijn echter verre van afschrikwekkend te noemen. Zo riskeer je (slechts) een berisping of een geldboete van 40 tot 80 euro voor de eerste maal dat je niet gaat stemmen en van 80 tot 200 euro voor wie dit meermaals niet doet. Wie 4 maal gedurende een periode van 15 jaar niet gaat stemmen riskeert een stemverbod gedurende 10 jaar en kan gedurende die 10 jaar geen benoeming, bevordering of onderscheiding krijgen van een openbare overheid. Men kan zich de vraag stellen of een geldboete van 40 tot 200 euro maximum weldegelijk het gewenste effect geeft, namelijk de persoon ertoe aanzetten tóch te gaan stemmen. Wat betreft het stemverbod, kan men zich afvragen of dit weldegelijk effectief een straf is of juist eerder een beloning, aangezien de niet-stemmer toch sowieso wellicht niet zou gaan stemmen.

In de praktijk blijkt de overheid echter geen gevolg te (willen?) geven aan bovenstaande straffen, met straffeloosheid van de niet-stemmers tot gevolg.

Deze lichte straffen met nauwelijks een afschrikkend effect en daarbovenop een uiterst geringe kans dat je ook effectief zal worden bestraft, hebben er in België toe geleid dat gemiddeld 10% niet gaat stemmen.

Aanleiding en reden afschaffing opkomstplicht voor gemeente- en provincieraadsverkiezingen?

De straffeloosheid voor deze groep van niet-stemmers zou naar verluidt de aanleiding zijn geweest waarom de Vlaamse Regering de opkomstplicht an sich in vraag heeft gesteld. Zoals ik zei, “naar verluidt” zou dit de aanleiding zijn geweest. Het Vlaamse Regeerakkoord van 30 september 2019 geeft immers (jammer genoeg) geen enkele verdere uitleg over de afschaffing van de opkomstplicht voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen. Zo stelde Etienne Schouppe van CD&V (één van de nieuwe Vlaamse regeringspartijen) het volgende: “Als we zien dat de opkomstplicht niet meer gesanctioneerd wordt, dat mensen die niet komen sowieso geen risico meer lopen... Als er geen straf meer is, waarom moet men dan de verplichting blijven behouden? ». Deze uitspraak vond ik zeer opmerkelijk, en dan vooral de laatste zin (eigen onderlijning). Volgens mij zou men immers beter omgekeerd redeneren, namelijk de opkomstplicht behouden en de niet-stemmers gewoon effectief en strenger gaan bestraffen. Waarom kan de overheid bijvoorbeeld een verkeersboete wel efficiënt en effectief innen maar niet een boete wegens niet gaan stemmen? De overheid loopt zo nochtans heel wat inkomsten uit boetes mis. Dit lijkt me alvast een loutere beleidskwesitie, namelijk het willen aanpakken.

Frappant lijkt me overigens de vaststelling dat de Vlaamse politici blijkbaar geen oren hebben naar de mening van de Vlamingen, wiens mening ze (zogezegd) vertegenwoordigen. Uit een enquête van 2016 van de Vlaamse overheid bleek immers dat een meerderheid van de Vlamingen - namelijk 55% - voorstander is van het behouden van de opkomstplicht en slechts 35% deze wou afschaffen (en 10% had hierover geen mening). Toch besliste de Vlaamse Regering anders!

Naast de vraag wat de aanleiding is geweest om de opkomstplicht ter discussie te zetten, vraag ik me verder nog af waarom de Vlaamse Regering de opkomstplicht specifiek wil afschaffen voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen. Wat betreft het probleem van absenteïsme is dit echter niet enkel een probleem bij gemeente- en provincieraadsverkiezingen, maar evenzeer bij de regionale, federale en Europese verkiezingen. De beslissing van de Vlaamse Regering lijkt me aldus op dit vlak discretionair.

Een mogelijke reden waarom men de opkomstplicht enkel wil afschaffen voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen, zou kunnen liggen in het feit dat dit als vrijgeleide zou kunnen dienen voor de afschaffing van de opkomstplicht voor de regionale, federale en Europese verkiezingen. Eens men gewend is aan de afschaffing van de opkomstplicht voor bepaalde verkiezingen, zou het mogelijks minder

moeilijk zijn deze afschaffing ook door te voeren voor de overige verkiezingen.

De opkomstplicht specifiek afschaffen voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen geeft echter een verkeerd signaal aan de Vlamingen, namelijk dat de politiek op gemeentelijk en provinciaal niveau niet zo belangrijk is. Niets is echter minder waar. Ieder bestuursniveau heeft immers bepaalde bevoegdheden, met ieder op zijn beurt een impact op de dagelijkse leefomgeving. Ik vrees dat de Vlaamse Regering dit niet in het achterhoofd hield bij het nemen van haar beslissing.

Conclusie

In België gaat zo'n 10% niet stemmen. Deze niet-stemmers worden immers niet afgeschrikt door de lichte straffen die bestaan. De kans dat de straf effectief wordt opgelegd is bovendien nihil. Er is dus sprake van straffeloosheid. In Vlaamse regeringskringen wordt het argument aangehaald dat als er in de praktijk geen straf meer is, de verplichting niet meer moet blijven behouden. Op basis van deze onlogische redenering de opkomstplicht op de helling zetten, is voor mij echter een brug te ver. Straffeloosheid van niet-stemmers pakt men immers niet aan door de opkomstplicht op te zeggen, maar door de straffen zwaarder te maken en deze ook effectief te gaan uitvoeren.

Naar de exacte reden waarom de Vlaamse Regering de opkomstplicht enkel en alleen wil afschaffen voor de gemeente- en provincieraadsverkiezingen, blijft het gissen. Mogelijks zou men tot deze gedeeltelijke afschaffing hebben besloten met het oog op het in de toekomst afschaffen van de opkomstplicht voor alle verkiezingen.

Aldus, er lijkt geen logische reden voorhanden te zijn noch om de opkomstplicht an sich af te schaffen, noch om dit specifiek af te schaffen op gemeentelijk en provinciaal niveau. De Vlaamse Regering lijkt deze beslissing discretionair genomen te hebben, zonder twee keer na te denken over het signaal dat ze hiermee uitzendt aan de Vlamingen.

Met een rechtsregel die het democratisch systeem hoog in het vaandel draagt, konden we tenminste voor één keer trots zijn op België. Laten we dat ook zo houden.

Emily Defreyne

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Bron:

- <https://www.statistiekvlaanderen.be/sites/default/files/docs/vrind2017-0-volledig-bladwijzers.pdf>

La nuance, une valeur en exil politique

Aujourd'hui, un avis n'a de valeur que s'il sait se restreindre à 280 caractères sur Twitter. C'en est fini des dissertations emplies de controverses, faisons place désormais au tout puissant, et très court, message instantané posté sur la toile en quelques secondes. Bien que l'on puisse admettre que les plus grandes idées et principes qui régissent notre société se résument en une ou deux phrases bien construites, on ne peut toutefois oublier que ces concepts reposent sur des raisonnements longs et développés demandant des mois, voire des années de réflexion. Ainsi, un « Les hommes naissent libres et égaux en droit » n'a pas de sens sans un « Contrat Social » de plusieurs centaines de pages qui en vient à la conclusion, après des dizaines d'arguments avancés ou réfutés, que les hommes doivent effectivement naître libres et égaux en droit.

Mais pourquoi se plaindre ? C'est si facile de faire de la politique à coups de slogans et de citations. Banni soit celui qui ose développer ses idées sur plus d'une page A4, car plus il parle, plus on est sourd à ses dires, plus il écrit, plus nous sommes aveugles et nous avançons à tâtons dans un texte obscur. Au 21ème siècle, les textes profonds n'ont pour seule conséquence que ceux qui s'y risquent se noient dedans. La terre est bien plus ferme sur Facebook que dans la Chambre des Représentants, l'air est bien plus respirable lorsqu'il n'est pas subtilisé par un orateur qui a l'audace de prendre la parole plus d'un quart d'heure. L'ère du numérique a permis à chaque être humain d'avoir accès à des dizaines d'informations en même temps, empêchant celui-ci, au travers de cet embarras du choix qui nous concerne tous, de se plonger dans une véritable critique et étude d'une idée.

Aujourd'hui, un avis n'a de valeur que s'il est tranché catégoriquement. Nous y voilà ! Le temps n'est plus aux paroles, mais aux actes, nous dit-on, et les actes sont engendrés par des pensées simples et pragmatiques. Ce n'est peut-être pas aussi trivial. C'est la précipitation, fille de l'instantanéité, qui nous pousse dans nos retranchements et nous arrache des « pour » ou « contre » face à n'importe quelle situation idéologique ou politique sans se soucier du « mitigé » ou du « c'est-à-dire ? ». On n'a plus le temps de s'expliquer ou de comprendre, on doit répondre aussi vite et simplement que l'on répond à des SMS ou « swipe » sur Tinder. Puisqu'on nous propose un catalogue plein d'idées-types déjà pensées à notre place, nous n'avons qu'à cliquer et ne plus y penser.

C'est sans doute une raison qui explique la résurgence de l'extrême-droite et du néofascisme au sein de presque tous les pays technologiquement développés.

D'abord, il est tellement plus facile de sensibiliser et d'amener à sa cause des milliers de citoyens sur les réseaux sociaux à coups de Tweets qu'au moyen d'une revue ou d'articles, fussent-ils même publiés en ligne. Les êtres humains n'ont jamais lu autant depuis l'apparition d'internet, remplaçant cependant les idoles de la littérature par les stars du web. Faire de la politique, la plus simpliste et réductrice possible, sur les réseaux sociaux est devenu le minimum vital pour un parti populiste.

Ensuite, le format de ces différents supports biaise les discussions et rend impossible tout débat de fond. Tenir bon face à ces sophistes aux phrases-clés qui semblent si évidentes pour la majorité des citoyens devient un combat permanent pour les défenseurs de la nuance et ceux qui reconnaissent sans honte que tout n'est pas blanc ou noir et que la vérité se trouve souvent quelque part dans les méandres du gris clair et du gris foncé. Facebook est le terreau des arguments fallacieux et sa forme ne permet pas les développements nécessaires au débat contradictoire. De plus, soulignons la puissance des « Like », des « Comment » ou encore « Share » qui permettent à n'importe qui de porter aux nues des propos racistes ou injurieux en quelque secondes.

Enfin, et c'est sans aucun doute le point le plus important, ce sont des idées complexes qui gouvernent notre société et elles sont le résultat de processus de réflexion qui demandaient des débats, des thèses et bien plus que des solutions miraculeuses sorties de leur contexte d'un manifeste poussiéreux ou d'un pamphlet haineux.

Le renard du Petit Prince aurait peut-être dit de la nuance qu'elle était l'essentiel d'un discours, et, qu'impossible à voir avec les yeux et le cœur, elle se distinguait avec l'esprit à travers le travail de la langue et de la pensée contradictoire. On ne se verrait pas répondre aux problématiques de notre époque que sont la situation climatique, le confédéralisme ou l'obligation de vote par un avis mitigé, duquel ne se dégage ni pour ni contre. Or, c'est peut-être là que se situe le problème, on n'ose plus ignorer, ou avouer que l'on n'est pas certain, voire même déclarer que l'on est sûr de n'être ni pour ni contre une idée. Lorsque les vagues du totalitarisme se déchaînent, alimentées par un rejet complet du relativisme vis-à-vis de leurs devises et formules, la nuance nous apparaît comme une bouée de sauvetage au milieu d'une tempête de Tweets.

Mais peut-être que cet article manque lui aussi de nuance. La nuance a sûrement ses vices qui lui sont propres pour que la situation actuelle la rejette à ce point. Trop souvent, elle a servi de prétexte à un

enfumage politique et juridique pour mieux cacher la langue de bois de certains. N'oublions pas que l'élitisme et la discrimination sociale se sont longtemps fondés sur ces capacités que certains avaient d'écrire de longs textes emplis de jargon incompréhensible pour les autres ainsi que celle requise pour débattre durant des heures dans le seul objectif de bien faire comprendre au « petit peuple » qu'il n'était pas de taille. La capacité de nuancer a été un instrument de discrimination intellectuelle important, et à l'ère de l'égalité des hommes tant sur le plan politique que sur celui de la liberté d'expression, celle-ci est renversée par un flux populaire. Nous n'aurions jamais dû confondre la nuance avec la volonté de se distinguer des autres.

Quoiqu'il en soit, la nuance, une valeur en exil politique, se voit effacée de la majorité des discours construits et la réflexion cartésienne a disparu du paysage idéologique. La contemporanéité a bien des choses à apprendre quand on sait que « le regard moderne sait voir la gamme infinie des nuances », et ce n'est ni de Trump, ni sur Twitter, mais bien de Guy de Maupassant...dans un livre.

Baptiste Appaerts

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

“Het assisenproces: nog van deze tijd?”

“Een man in de straat wandelt voorbij het Leuvense gerechtshof en vraagt een voorbijganger: Wat is er daar gaande?”

Met deze woorden begon Meester Jef Vermassen zijn akte van verdediging in het assisenproces van Mehrnaz Didgar, de neurochirurg die haar eigen dochter vermoordde. Een daad die bij de man in de straat van Vermassen afgrijzen, ongeloof en vooral een klinkklaar oordeel opwekte. “Voor zo'n mensen zou de doodstraf opnieuw mogen worden ingevoerd.” Waartegenover de strafpleiter stelde dat het allemaal niet zo eenvoudig lag.

Voor het werkcollege strafrecht moesten de studenten een strafrechtzitting mee gaan volgen. Het toeval wilde dat net die week het assisenproces van Mehrnaz Didgar begon in Leuven. Gezeten achter de burgerlijke partij en de pers, zagen de studenten hoe de juryleden binnen kwamen, vervolgens de beschuldigde en tenslotte hoe het Hof zelf werd aangekondigd. Allen moesten daarbij gaan rechtstaan; decorum alom. Ergens best wel ironisch, gezien de erbarmelijke staat waarin de assisenzaal van Leuven zich bevindt.

Eerst kregen de juryleden uitleg van de voorzitter over hun taak en het verloop van het proces; zij zouden in deze zaak 'volwaardige rechters' zijn.

Vervolgens begon het openbaar ministerie met het voorlezen van de akte van inbeschuldigingstelling, wat een slordige twee uur en half in beslag nam. Daarna was er een pauze omwille van redenen van praktische aard: de akte van verdediging was niet in voldoende exemplaren afgedrukt. Eenmaal dit euvel verholpen was, hernam de zitting met de akte van verdediging.

Ik volgde enkel de eerste zitting, het hele proces duurde een week. De jury besliste uiteindelijk bevestigend over de schuldvraag en legde vijf jaar opsluiting met uitstel onder voorwaarden op. Indien Mehmaz Didgar zich vijf jaar lang psychologisch liet begeleiden, zou ze niet van haar vrijheid beroofd worden.

Het hof van assisen wordt onder andere vermeld in de Grondwet en het Wetboek van Strafvordering. Zo stelt artikel 150 GW: "De jury wordt ingesteld voor alle criminele zaken, alsmede voor politieke misdrijven en drukpersmisdrijven, behoudens voor drukpersmisdrijven die door racisme of xenofobie ingegeven zijn." De grondwetgever was ervan overtuigd dat hij de zwaarste misdrijven en zaken die hij fundamenteel achtte, zoals het eventuele misbruik van de vrije meningsuiting, niet moest overlaten aan de gewone rechter, maar aan de burgers zelf. Daardoor zou men kunnen stellen dat het democratisch gehalte van een beslissing genomen door de volksjury hoger ligt dan dat van een gewoon strafrechtelijk vonnis. Het democratische element bij beroepsrechters is dat zij benoemd worden volgens en zich naar regels gedragen die door de volksvertegenwoordigers zijn vastgelegd. Een volksjury kan men als het ware als (een deel van) het volk zelf zien.

Het idee van rechtsbescherming geboden door en voor het volk gaat zelfs zo ver dat, bijvoorbeeld, artikel 148 GW zwaardere eisen oplegt voor het sluiten van de deuren van de zitting bij eerder genoemde politieke -en drukpersmisdrijven, zijnde unanimiteit.

Drukpersmisdrijven komen nu gelukkig zelden voor assisen, want voor de meest voorkomende gevallen is er de uitzondering van artikel 150 GW.

De notie 'misdaden' dekt in het Strafwetboek meer ladingen dan enkel moord of doodslag, diefstal is bijvoorbeeld ook een misdaad. Elke misdaad voor assisen brengen zou totaal onhaalbaar zijn. Daarom voorziet artikel 216novies van het Wetboek van Strafvordering in de uitsluiting van een groot aantal misdaden via de toepassing van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, namelijk het principe van denaturatie. Het bekende correctionaliseren. Het merendeel van de misdaden wordt zo behandeld door een correctionele rechtbank.

Assisenprocessen nemen veel tijd in beslag, leggen grote druk op het gerechtelijk apparaat en zijn emotioneel belastend voor de leden van de jury. Qua tijdsplanning moet er eerst een preliminaire zitting plaatsvinden om de lijst van getuigen die gebruikt zullen worden vast te leggen. Daarnaast moet de jury samengesteld worden, wat dan weer eventuele wrakingen en verlies van tijd met zich mee kan brengen. Eveneens staat in artikel 280, vierde lid van het Wetboek van Strafvordering dat eenmaal de debatten begonnen zijn, de zitting zonder onderbreking moet worden verder gezet. De voorzitter mag enkel schorsen voor de nodige rustpauzes. Van iemand die het grondwettelijke geluk heeft gehad om geloot te worden als jurylid, wordt verwacht dat hij of zij zijn normale beroepsbezigheden voor de duur van het proces opschort. Dat kan oplopen tot weken, afhankelijk van het aantal te horen getuigen. De voorzitter van het hof, een raadsheer uit het hof van beroep en twee assessoren, rechters van het niveau van eerste aanleg, kunnen hun dagelijkse taken binnen de rechterlijke macht ook niet verder zetten. Dat doet de toch al aanzienlijke gerechtelijke achterstand geen goed.

De leden van de jury zijn, wat de voorzitter ook moge zeggen over het feit dat zij 'volwaardige rechters' zijn, géén beroepsrechters. Zij hebben geen weet van de regels en werking van het strafrecht, of over zaken zoals uitstel en probatie. Ze worden in hun beslissingsproces weliswaar bijgestaan door de voorzitter en zijn assessoren, maar dat neemt niet weg dat het strafrecht voor velen een 'ver-van-hun-bed-show' blijft. Dan heb ik het nog niet gehad over de emotionele belasting die een assisenproces met zich mee brengt, zowel voor de betrokken partijen als de juryleden zelf. Zij worden soms dagenlang geconfronteerd met de meest gruwelijke beelden en getuigenissen. Voor de partijen en vooral de nabestaanden kan de openbaarheid van de zitting, initieel bedoeld als bescherming, een pervers effect hebben: Jan en alleman kan komen kijken en kan zo een blik in het privéleven van de partijen krijgen.

De jury is in mijn ogen ook makkelijker bespeelbaar door een gewiekst strafpleiter dan de gewone beroepsrechter. Ik vraag me oprecht af of de beslissing in het proces van de neurochirurg dezelfde zou zijn geweest moest deze aan beroepsrechters over gelaten zijn.

De Potpourri II-wet van 2016 probeerde de rol van het hof van assisen drastisch te minderen, zo niet af te schaffen. Dit gebeurde door de lijst van misdaden die niet gecorrectionaliseerd kunnen worden, uit de wet op de verzachtende omstandigheden te schrappen. Daardoor zouden ook de zwaarste misdaden voor de gewone correctionele rechter komen. Omdat deze nu nieuwe misdrijven zou moeten berechten, kreeg hij ook

een arsenaal zwaardere straffen. Een nieuwe schaal voor de vrijheidsstraf werd ingevoerd, zijnde 5° van artikel 9 en 11 SW.: 30 tot 40 jaar. Zo zou de correctionele strafrechter, na het aannemen van verzachtende omstandigheden, nog steeds een straf van bijna 40 jaar gevangenisstraf kunnen opleggen. Het hof van assisen zou na het aannemen van dezelfde verzachtende omstandigheden in hetzelfde scenario een minder zware straf kunnen uitspreken. Het Grondwettelijk Hof besliste dan ook op 21 december 2017 in het arrest 148/2017, dat die bepalingen van de Potpourri II-wet het grondwettelijk gelijkheidsbeginsel schonden. Gelijke gevallen moeten gelijk behandeld worden. Daders van eenzelfde misdaad zouden een andere procedure krijgen, en zoiets kon niet door de beugel volgens het Hof. De bepalingen werden vernietigd, zaken die al aanhangig waren gemaakt bij correctionele rechters bleven daar wel aanhangig, maar met plafonds voor de maximumstraffen van 20 en 30 jaar. Dat verduidelijkte het Hof in een arrest van 9 maart 2018.

De poging om assisen te hervormen werd dus quasi-integraal teruggedraaid door de rechtspraak. Enkel de strafmaat van 30 tot 40 jaar opsluiting of hechtenis staat nog in het Strafwetboek, weliswaar aan geen enkel misdrijf gekoppeld, dus eerder een lege doos. Ergens is het ironisch dat het Grondwettelijk Hof de wetsbepalingen vernietigde ten voordele van het hof van assisen wegens schending van een grondrecht, aangezien België door het Europees Hof voor de Rechten van de Mens veroordeeld is in de zaak Taxquet t. België, een zaak die handelde over het niet motiveren van de uitspraken van, nota bene, de jury van het hof van assisen. Een wet uit 2009 heeft dit achteraf wel rechtgezet.

Common-law landen zoals het Verenigd Koninkrijk of de Verenigde Staten kennen daarentegen een veel intenser gebruik van de volksjury. Zo woonde ik een zitting van de Crown Court in Exeter bij: die verliep veel vlotter en 'natuurlijker' dan in België. De volksjury is daar dan ook meer ingebed in het rechtssysteem: die landen maakten een duidelijk en goed functionerend kader voor het gebruik van de jury. Dat is een essentiële voorwaarde opdat het systeem werkt, en daaraan voldoet België mijn inziens absoluut niet.

Thomas Dilen

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Le Joker : « Cachez ces pensées que je ne saurais voir » ou comment l'homélie de la bien-pensance a elle-t-elle encore frappée ?

Le Joker : « Cachez ces pensées que je ne saurais voir » ou comment l'homélie de la bien-pensance a-t-elle encore frappé ?

Si le Joker de Todd Philips apparaît difficilement critiquable sur son plan purement technique, il divise davantage quant à son déroulement scénaristique. Pour certains, ce thriller dramatique serait un éloge à la violence. Comment expliquer cette levée de boucliers face à un film à la brutalité presque banale pour un film Hollywoodien ?

Le Joker interprété par l'acteur Joaquin Phénix évolue dans une ambiance claustrophobe et nihiliste. Véritable âme à la dérive, cet atome humain déambule dans une ville ravagée par des crises socio-économiques à répétition. Creuset propice aux plus viles passions, Arthur alias le Joker bascule peu à peu dans un état psychotique dangereusement mortel... Mais si ces folies meurtrières n'étaient qu'un reflet dystopique de notre société actuelle ? Et si le rire du chaos n'était qu'un ricanement envers une démocratie engluée dans son politiquement correct ? Bref, le Joker serait-il le thermostat d'une société malade ?

L'homme clown souffre. Les pieds trop grands pour le carcan d'une pensée dogmatique, il se voit ostracisé, stigmatisé et par-dessus tout, ridiculisé. Cette sensation d'asphyxie - paroxystique dans le cas du Joker - nous la subissons en réalité chaque jour. Nos quotidiens sont rythmés par cette peur d'être soi, cadencés par cette crainte de choquer, bercés douloureusement par cette appréhension de penser différemment. D'où nous vient ce haut le cœur avant l'expression d'une opinion minoritaire ou d'un geste perçu comme provocateur ? La question est légitime et il convient de se la poser.

Un premier élément de réponse vient sans doute de la structuration même de notre système. A l'instar d'un Joker moqué pour ce qu'il est, la « société du spectacle » induit un conformisme autoritaire à quiconque se révélerait ignominieusement réfractaire à une opinion marquée par le label de ce qu'il est « Bon et Bien » de penser. En découle une nécessaire dissonance cognitive pour n'importe quel individu n'adoptant pas ce point de vue.

Quand les valeurs de tolérance, d'ouverture et de liberté individuelle sont claironnées haut et fort dans notre société, nous nous voyons dans le même temps,

assommés par la chape de plomb du politiquement correct et l'homélie de la bien-pensance. S'en suit – somme toute logique – une double injonction contradictoire déstabilisante et ce, particulièrement pour un individu sensiblement faible et mentalement instable. La société post-moderne exacerbe ainsi le ressentiment d'une fraction qui s'oserait à l'authenticité.

L'image du dissident clownesque trouve dès lors grâce aux yeux des « oubliés » du fait de sa forme archétypale d'un individu qui se voit vidé de sa substance, nié dans sa personnalité et jugé dans sa particularité. Une nouvelle fois, un double message antithétique nous paralyse ; tantôt loué pour nos différences, tantôt déshumanisé si celles-ci ne trouvent écho dans le dogme – à géométrie variable – du politiquement correct.

Cette invraisemblance singulière du monde occidental trouve sa source dans le jaillissement d'un individualisme débridé. Narcisse moderne, l'homme devient tout-puissant. Notre liberté d'expression n'a alors d'autres choix que de graviter autour de la subjectivité individuelle de chacun. Une pensée impie – bien que légitime et rationnelle – est désormais bannie et ce, au nom du fameux « respect à la sensibilité personnelle ». Par conséquent, l'audacieux qui s'essayerait à émettre une opinion « discriminatoire » deviendrait immédiatement le plus odieux des criminels. En bon serviteur de l'ordre moral établi, nous vouons aux gémonies l'insolent apostat pour s'être essayé à penser librement. Nous prenons alors malin plaisir, en bon directeur de conscience que nous sommes, à l'admonester avec véhémence pour son impotence. Pour paraphraser Victor Hugo, nous devenons ainsi « nous-même notre aigle et notre précipice ». Une fois chasseur, l'autre fois la proie... Progressivement, notre vocabulaire s'aseptise et notre espace public se stérilise. Le nœud gordien se veut tranché : l'homme existera dans une morne indifférence et se devra de courber l'échine aux hydres du politiquement correct. Désert paradoxal qui laisse place à un individu apathique et désabusé au sein d'une démocratie sclérosée.

Dans une certaine mesure, le rival de Batman reflète avec brio cet homme. Inexistant dans une société qui ne daigne le comprendre – si ce n'est pour l'injurier ou le ridiculiser – il n'a d'autres perspectives que d'appréhender le monde sous sa tournure profondément absurde et anarchiste. Sa désaffectation pour toute idéologie explique – et non excuse – subtilement cette violence à première vue gratuite et sans limite. Le ricanement cruel et agressif devient ainsi sa seule et unique arme pour se faire entendre car

bannir une idée présente dans la société, c'est assurément laisser libre cours aux catharsis les plus dévastatrices... Dès lors, comment s'étonner qu'au fourrire d'un bienheureux se substitue le cynisme de ceux qui ne croient plus en rien ...

Placer dans la fange de l'opprobre les déclassés, les marginaux, les incompris et les contestataires de tout bord équivaut à espérer éteindre un brasier d'hydrocarbures en l'arrosant désespérément d'eau... Réduire au silence les pourfendeurs de la « novlangue », c'est d'abord et avant tout jeter bas le premier cran de sécurité démocratique. La critique subversive – pour le meilleur comme pour le pire – est incontestablement l'un des premiers piliers de la stricte et nécessaire remise en question de toute société. L'évincement de « l'Autre » par le meurtre social, professionnel et sentimental, le tout sous couvert de la défense d'une notion si relative que le Bien, ne peut que conduire à la multiplication tragique des dérives sociopathes tant individuelles que collectives.

Le parallèle avec notre société peut paraître bancal voire délirant. Pourtant, pouvons-nous réellement nier l'apparition de pathologies mentales toujours plus destructrices et l'émergence toujours plus grande de forces sociales déshéritées de leur liberté d'expression ? Notre surdité face à ces épiphénomènes n'a d'égal que notre manque de discernement. Derrière des faux-semblants utopiques, les dévots du adroitement correct participent – inconsciemment – à ce qu'ils redoutent le plus : le chaos et la violence.

Quentin de Drée

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

En Dutroux?

Alleen Marc Dutroux nog achter tralies (DS 30/9/2019)- En toen zat alleen Dutroux nog in de cel (VRT NWS 1 okt 2019)- Wie moet zijn celstraf dan wel nog uitzitten? (DS 1 okt 2019)

Rechtbank laat Michel Lelièvre, handlanger van Marc Dutroux, vervroegd vrij: "Dit is vreselijk" (HLN 30 sept 2019)- @Michel Lelièvre, handlanger van Marc Dutroux, wordt vrijgelaten (HBVL 30 sept 2019)- Enkel nog een huis vinden en Dutroux-handlanger Lelièvre komt vrij (DM 30 sept 2019)

Uit deze recente krantenkoppen kan men inderdaad afleiden dat enkel Marc Dutroux nog achterblijft in de gevangenis. De gruwelijke gebeurtenissen van meer dan

twintig jaar geleden geeft ons land vandaag de dag nog steeds kopzorgen.

In 95'- 96' kon Marc Dutroux met de hulp van zijn vrouw, Michelle Martin en handlanger, Michel Lelièvre, tijdens deze periode zes meisjes ontvoeren. Vier van de zes overleefden het niet.

De twee overlevende meisjes werden door de speurders teruggevonden in de kelder van de woonst van Dutroux nadat hijzelf met zijn handlangers enkele dagen voordien werden opgepakt. Aan de hand van ondervragingen werden de speurders ook geleid naar de andere meisjes. Dezen kwamen om door ondervoeding of verstikking na een bepaalde duur van opsluiting.

Na het befaamde Spaghetti-arrest, waarbij onderzoeksrechter Connerotte en procureur Boulet in hun vrije tijd aan de tafel aanschoven ten voordele van de slachtoffers van Dutroux, onstond er veel kritiek.

In hun ogen deden ze niets verkeerd, hun empathie met de slachtoffers en hun familie werd positief onthaald. Helaas was dit van korte duur. Julien Pierre, de advocaat van Dutroux, zorgde ervoor dat de onderzoeksrechter van de zaak werd ontheven door het Hof van Cassatie op basis van schending van de objectiviteit van een onderzoeksrechter.

Als gevolg onstonden massaprotesten aan het Justitiepaleis in Brussel want het leek steeds meer dat de advocaat van Dutroux en zijn companen gelijk zou krijgen.

In een toespraak erkende Koning Albert II dat Justitie gefaald had en beloofde aan de ouders van de slachtoffers dat ze zouden strijden tegen de ontvoering en mishandeling van kinderen.

Dezen riepen op tot organisatie van de Witte Mars. In en rond Brussel kwamen er meer dan 300.000 mensen op straat. De nagedachtenis van de zowel overlevende als omgekomen slachtoffers stond centraal.

Maar dit was niet het einde, overal onstonden er Witte comités om te strijden tegen een betere werking van het gerecht, betere omgang met slachtoffers...

Vandaag de dag duikt deze 'groepering' af en toe op tijdens een assisenproces.

Het vertrouwen in de justitie werd stilaan terug opgebouwd tot Dutroux in 1998 voor korte duur wist te ontsnappen uit het gerechtsgebouw in Neufchâteau. Hij kon zijn bewaking overmeesteren en sloeg op de vlucht.

Op politiek vlak had dit grote gevolgen. Voormalig eerste minister Dehaene stond op het punt om het ontslag van zijn regering aan te bieden aan de koning maar net op tijd kon Dutroux worden ingerekend.

Echter bleef er grote druk op het ontslag van Minister van Justitie De Clerck en Minister van Binnenlandse Zaken Vande Lanotte. Ze zagen geen andere uitweg dan het geven van hun ontslag.

17 juni 2004, de dag waarop Dutroux en zijn medeplichtigen veroordeeld werden tot celstraf door het Hof van Assisen in Aarlen.

Als vonnis kreeg Dutroux levenslang voor ontvoering, gijzeling, verkrachting, moord en illegale handel. Heden zit hij zijn straf uit in de gevangenis van Nijlen.

Martin werd vervolgens gestraft met een celstraf van 30 jaar voor haar rol bij deze afgrijselijke daden. In 2012 is zij voorwaardelijk vrijgekomen. Ongeveer een jaar later verscheen ze opnieuw voor de rechter. Een ouder van een van de slachtoffers diende klacht in tegen het zogenaamd 'onvermogen' van Martin. Begin deze eeuw verwierp zij het nalatenschap van haar moeder. Op deze manier kon zij vermijden dat ze de geldboete die verschuldigd was aan de familie van de slachtoffers daar terecht kwam. Niettemin oordeelde het parket dat deze feiten meer dan tien jaar eerder plaatsvonden en dus was deze handeling verjaard.

Recent werd bekendgemaakt dat Michel Lelièvre ook vrij zal komen onder voorwaarden. Deze laatste medeplichtige werd veroordeeld tot 25 jaar voor de ontvoering en opsluiting van An, Eefje, Sabine en Laetitia.

Tijdens het proces in 2004 omschreven gerechtspsychiaters, onder andere Maurice Korn, hem als de mini-versie van Dutroux. Lelièvre gaf aan dat hij gefascineerd was door Dutroux en dit in combinatie met drugs zette hem ertoe om de feiten mee te helpen plegen. Als drugsverslaafde was het eenvoudiger voor Dutroux om Lelièvre voor zich te winnen. In ruil voor een woonst deed Michel mee met de illegale drugshandel van Dutroux. Tijdens zijn verhoor bleek dat Dutroux hem dreigde het huis uit te zetten als hij niet op tijd kon betalen. Later onstond het idee van Dutroux om als tegenprestatie voor de drugs meisjes mee te helpen ontvoeren. Hij gaf aan tijdens het verhoor dat hij onder invloed willoos de opdrachten van Dutroux had uitgevoerd. Zo hielp hij samen mee de meisjes te misleiden dat ze een deel uitmaakten van een groter netwerk en stond hij in voor de bewaking.

De strafuitvoeringsrechtbank in Brussel heeft op 30 september beslist dat als Lelièvre binnen 6 maanden kan bewijzen dat hij een woning heeft gevonden, hij vrijkomt onder voorwaarden. Indien dit gebeurt, is het hem verboden om op bepaalde plaatsen en provincies te komen in dit land. Ook mag hij geen misdrijven meer begaan, moet hij zijn slachtoffers vergoeden en

mag hij met dezen en andere personen van het dossier geen contact hebben.

Indien hij deze voorwaarden zou schenden, wordt hij teruggestuurd naar de gevangenis waar hij de rest van zijn straf zal uitzitten.

Het is niet de eerste keer dat Lelièvre een aanvraag indient tot voorwaardelijke vrijlating. De voorbije verzoeken werden telkens geweigerd wegens zijn drugsprobleem in de gevangenis. Na een aantal jaren kreeg hij wel de toestemming kortstondig de gevangenis te verlaten met een aantal voorwaarden hieraan verbonden.

Nu de rechter geoordeeld heeft dat hij zijn daden sterk afkeurt en dat het beter is om hem nu gecontroleerd vrij te laten in plaats van over twee jaar, mag hij dus voorwaardelijk vrijkomen.

Ook Dutroux heeft al meerdere keren geprobeerd om vervroegd de cel te verlaten. Op 17 oktober zal de strafuitvoeringsrechtbank zijn aanvraag in beraad nemen.

Voor de ouders van de slachtoffers komt dit als een shock aan. Natuurlijk hadden zij graag gezien dat zowel Martin als Lelièvre hun celstraf volledig zouden uitzitten. Desondanks is het volgens de Belgische Strafwet daterend vòòr 2015 mogelijk om een verzoek tot vervroegde vrijlating in te dienen na het uitzitten van een derde van de opgelegde straf. In deze periode werden beide medeplichtigen veroordeeld dus hebben zij in principe recht om dit aan te vragen.

Na 2015 kan dit pas na de helft van de veroordeling.

Dura lex, sed lex.

Marie Poisquet

Lid van het Olivaint Genootschap, schrijvend ten persoonlijke titel

Nucléaire : L'énergie du passé ou du futur ?

C'était le 5 octobre dernier, Johnny Thys, le nouveau président d'Electrabel (et ancien patron de Bpost), annonçait, dans les colonnes du journal *Le Soir*, vouloir prolonger la vie de trois centrales nucléaires belges, à savoir Tihange 1 et 3 et Doel 4, pour une durée supplémentaire de 20 ans. Cette annonce a provoqué de vives réactions du monde politique à commencer par le groupe Ecolo-Groen qui a aussitôt réagi en insistant que « La sortie du nucléaire est inscrite dans la Loi » et que « Son calendrier doit être respecté ». Cette Loi, à laquelle les écologistes font référence, est une loi qui a été votée en 2003 et qui prévoit la sortie du nucléaire d'ici à 2025. Depuis son vote au parlement, les gouvernements successifs se sont tous engagés à respecter cette loi. Cependant, la sortie du nucléaire en 2025 ne fait pas l'unanimité. En effet, la NV-A défend une prolongation de 10 ans des deux centrales nucléaires les plus récentes du pays et n'exclut pas la construction d'une nouvelle centrale si cela s'avère économiquement rentable. Par ailleurs, certains experts du monde académique, tel que Damien Ernst professeur à l'ULiège et spécialiste en énergie, montrent également de sérieuses réserves par rapport à l'arrêt de nos centrales.

Si le débat autour du nucléaire paraît souvent complexe et éloigné des problèmes du quotidien des Belges, la décision qui sera finalement prise sur le sort de nos centrales est susceptible d'avoir des répercussions majeures, d'ordre social, sécuritaire, et environnemental, sur notre société. A moins de cinq ans de l'échéance prévue pour sortir du nucléaire dans notre pays, la question du bien-fondé ou non de cette décision mérite, dès lors, d'être posée.

Pour bien comprendre l'enjeu de ce débat, il faut d'abord préciser qu'on est aujourd'hui, en Belgique, encore largement dépendant de l'énergie nucléaire. En effet, selon Elia, le gestionnaire du réseau électrique Belge, 60% de l'électricité produite au mois de septembre en Belgique provenait de l'énergie nucléaire, contre 30% d'énergies fossiles et les 10% restant de l'énergie renouvelable (éolien et solaire). Si ces chiffres fluctuent de mois en mois, la part du nucléaire représente en moyenne de 50 % du mix énergétique du pays (Eurostat, 2016). Dès lors, si la sortie du nucléaires est effective en 2025, un 'trou énergétique' de 3,6 GW (l'équivalent de 4 centrales nucléaires ou approximativement 2000 éoliennes) sera créé. Un trou qu'il faudra résorber avec d'autres sources d'énergie, si on veut éviter des pénuries d'énergie et de graves problèmes d'approvisionnement. Or, selon une étude d'Elia de 2017, il est impossible que les énergies renouvelables puissent remplacer les 50% d'énergie

nucléaire d'ici 2025. Dès lors, l'alternative qui est considérée actuellement est d'ouvrir des centrales au gaz.

Tout d'abord, il est important de rappeler que contrairement aux centrales au gaz et aux autres énergies fossiles qui émettent du CO₂ dans l'atmosphère, l'énergie nucléaire est 100% verte. En Belgique seulement, le nucléaire permet d'éviter d'envoyer 8 million de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère chaque année. Si les énergies renouvelables sont également des énergies propres en termes d'émission de CO₂, elle ont le désavantage d'être peu efficace en termes de quantité d'électricité produite par m². A titre de comparaison, il faut 450 fois plus d'espace pour produire la même quantité d'énergie à partir de panneau solaire qu'à partir de nucléaire. De plus les énergies renouvelables ne sont pas fiables puisqu'elles dépendent de facteurs externe hors de notre contrôle, à savoir le vent et le soleil. Dès lors, alors même que la part d'énergie renouvelable produite dans notre pays progresse (lentement), elle ne pourra remplacer qu'une partie de l'énergie produite par nos centrales nucléaires. La sortie du nucléaire en 2025 provoquerait, de facto, une augmentation nette des émission de CO₂.

Le débat sur le nucléaire est souvent alimenté par les craintes qui règnent autour de la possibilité d'un incident majeur. Les images des centrales nucléaires de Tchernobyl et Fukushima sont encore fraîches dans la mémoire collective et font craindre le pire chez nous. Or les circonstances dans lesquelles ces deux événements ont eu lieu ont peu de chance de se reproduire chez nous. D'abord parce que la Belgique, contrairement au Japon, ne se trouve pas dans une zone à forte activité sismique. Ensuite parce que les standards de sécurité auxquelles sont soumises nos centrales n'ont rien à voir avec celles des centrales ukrainiennes sous l'ère soviétique. A en croire les chiffres de la revue scientifique médicale britannique *The Lancet*, l'énergie nucléaire serait en fait le moyen le plus sûr de produire de l'électricité. La raison principale étant les dégâts causés par la pollution de l'air dont sont responsables les centrales au charbon et au pétrole mais aussi celles au gaz et à la biomasse. En effet, selon le WHO (World Health Organization) la pollution de l'air est responsable de 7 million de morts chaque année. A Bruxelles, une étude récente de la

VUB, estime l'impact économique de la pollution de l'air à 50.000 euros par jour essentiellement en frais de santé.

Un autre reproche qui est souvent fait sur le nucléaire, est la gestion de ses déchets. Sur ce point il faut reconnaître qu'aucune solution existe à ce jour pour la gestion à long terme des déchets nucléaires. Depuis 1982, l'ONDRAF (l'organisme public à qui est confiée la gestion des déchets radioactifs en Belgique), se penche sur ce problème mais sans succès notable. La piste privilégiée pour l'heure est l'enfouissement géologique. D'ici-là, les barres radioactives d'uranium sont accumulées dans des entrepôts appelé « piscines » de stockage en attendant une solution de stockage à long terme. Loin d'être idéal, cette solution reste néanmoins sûr pour l'heure.

Finalement, une sortie du nucléaire risque d'impacter directement le citoyen belge en faisant grimper sa facture énergétique. En effet, si on considère l'exemple de l'Allemagne, le prix de l'électricité à doubler depuis le début leur transition du nucléaire vers le renouvelable selon les chiffre de l'association fédérale allemande des industries de l'énergie et de l'eau (BDEW). Même constat en Californie, pionnière dans la transition énergétique aux États-Unis, qui a vu le prix de son électricité grimper cinq fois plus vite que le reste du pays depuis 2011. A titre de comparaison, l'électricité en France, qui est produite à 75% à partir d'énergie nucléaire ou encore à 91% à partir d'énergie propre, coûte deux fois moins cher qu'en Allemagne.

En conclusion, s'il y a encore du travail à faire en terme de gestion des déchets nucléaires, je suis convaincu que le nucléaire reste aujourd'hui la meilleurs alternative pour un avenir énergétique durable et propre. D'une part, cela permettra de garantir un prix de l'électricité abordable pour tous. D'autre part, l'énergie nucléaire est, selon moi, la meilleur arme dont nous disposons pour lutter contre le réchauffement climatique. De ce fait, je rejoins les propos de Monsieur Thys pour la prolongation de nos centrales. Au lieu d'abandonner nos centrale réinvestissons dedans !

James Morelle

Membre de la Conférence Olivaint s'exprimant à titre personnel

Composition du bureau 2019-2020 / Samenstelling van het bureau 2019-2020

Président/Voorzitter

Pierre Jacques

Vice-Président/Vice-Voorzitter

Louise Jentges

Maarten Hawinkel

Formation/Opleiding & Relations Internes / Interne Betrekkingen

Louis Polet

Gauthier Vlassenbroek

Relation Externe/Externe Betrekkingen & Sponsoring

Lina Archour

Gabriel Maroy

Public Relations

Olivia Aouati

Rédaction/Redactie

Pierre-François Weyders

Avertissement / Waarschuwing

Les articles publiés dans ce Contact ont été rédigés dans le cadre d'exercices de journalisme. Les articles n'engagent que leurs auteurs. En aucun cas, la responsabilité de la Conférence Olivaint de Belgique a.s.b.l. ne pourra être invoquée.

De artikels die in deze Contact zijn gepubliceerd werden geschreven in het kader van oefeningen in de journalistiek. De auteurs dragen de verantwoordelijkheid van hun artikels. In geen geval kan de verantwoordelijkheid van het Olivaint Genootschap van België v.z.w. ingeroepen worden

Mécénat & Sponsoring / Mecenaat & sponsoring

En tant que centre interuniversitaire pour l'éducation politique des étudiants, y compris le sens civique et le service à la communauté, la COB bénéficie du soutien de:

Als interuniversitair centrum voor politieke vorming van studenten, in o.a. burgerzin en dienst aan de gemeenschap, wordt het OGB gesteund door:

